

Document final - 20 janvier 2019

MANIFESTE POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

Les questions soulevées par la mondialisation dans les domaines politique, économique, technologique et social ont un impact de plus en plus important sur la vie dans les villes.

Les craintes, engendrées par de multiples changements, ont conduit à une forme de désespérance sociale, à un repli sur soi, à un accroissement des inégalités et à une extension des conflits, mettant en péril la cohésion sociale.

Les « villes », qu'elles soient mégapoles ou villages, sont des lieux de vie et de coexistence. Elles abritent plus de la moitié de la population mondiale, une proportion qui devrait encore augmenter. Elles font donc face à tous les défis de l'humanité qui vont des déséquilibres sociaux aux conflits ethniques, des problèmes environnementaux au désenchantement démocratique.

La gouvernance urbaine est une tâche complexe, et les décisions actuelles déterminent l'avenir des générations futures.

Les villes, des lieux de gouvernance majeurs

C'est pourquoi les villes ont une importance politique et culturelle stratégique. Elles ont toujours représenté le lieu de l'utopie et de l'innovation dans le vivre ensemble. Elles peuvent donc devenir un cadre d'expérimentation permettant de transformer la peur, les fractures sociales et les conflits en opportunités génératrices de réponses, à la fois localement et globalement.

Le « changement d'époque » que nous vivons, nécessite, à un niveau personnel et collectif, un nouvel engagement impliquant la conscience, la pensée et l'action.

Une vision différente des processus démocratiques peut émerger au niveau local avec la reconnaissance décisive de la valeur de la participation. La ville est un lieu où la participation signifie avant tout avoir le sentiment de faire partie d'une histoire commune, puisque nous appartenons tous à la même famille humaine.

Nous sommes convaincus que dans les villes chacun peut être à l'origine d'un cercle vertueux qui se propagera ensuite vers d'autres. Les occasions multiples de rencontres et de dialogues peuvent devenir des ateliers de recherche de la paix et de la justice. Les villes peuvent être des lieux qui favorisent la rencontre des cultures dans leur diversité, et où l'on apprend à s'accueillir.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

La démocratie peut acquérir une nouvelle qualité grâce à la coopération entre les responsables politiques, les experts techniques, les fonctionnaires, les citoyens et les nombreux autres acteurs sociaux en intégrant les compétences de chacun et leurs connaissances des réalités du terrain.

Cette approche, consolidée par une grande variété de pratiques efficaces, peut devenir un système politique et se projeter à un niveau global.

Les signataires de ce manifeste proviennent de villes des continents et sont impliqués dans des actions et des engagements divers. Ils ont décidé de coopérer activement avec ceux qui assument déjà d'autres engagements.

Les réseaux et leurs vertus politiques : créer des liens

La première orientation qu'ils préconisent est d'adopter l'outil du « réseau » et sa philosophie. C'est une structure sociale qui se définit par ses nombreux lieux de dialogue et la qualité des relations humaines qui s'y développent.

Le réseau est le processus le plus efficace pour agréger la diversité et répondre à une réalité complexe avec une vision plus large. Le dialogue peut reconstruire le tissu urbain car il augmente le capital des relations humaines, améliore les décisions publiques et les rend plus efficaces.

Le réseau produit des effets supérieurs à la simple addition des effets de ses composantes. Il procure de la satisfaction à de nombreuses personnes car il n'aplanit pas les différences mais renforce l'identité de chacun. En rassemblant et en multipliant les compétences et les talents, le réseau ouvre sur l'avenir à une époque où tout est concentré sur le court-terme, l'immédiateté.

Les réseaux dont nous parlons ne sont pas des circuits fermés. Ils recherchent, au contraire, des connexions entre eux, atténuant les disparités sociales et surmontant ainsi les étroitesse de vue des politiques élitistes.

Ils évitent, par ailleurs, de devenir des organisations égocentrées improductives, car ils choisissent d'approcher, d'accueillir et d'impliquer des personnes souvent en marge des dynamiques démocratiques en raison de leur marginalisation économique, relationnelle ou culturelle.

Pour redonner aux villes leur vocation politique, la logique des réseaux doit être mise en œuvre au moins à trois niveaux en initiant :

- des **réseaux de citoyens** regroupant ceux qui habitent le territoire urbain et qui, tout en exerçant des tâches différentes, sont inspirés par le même sens des responsabilités ;
- des **réseaux de structures collectives**, professionnelles ou économiques, recourant au bénévolat et agissant dans les domaines religieux, culturels, universitaires, de l'information et de la communication, etc.
- des **réseaux entre villes** car l'unité de la famille humaine ne découle pas d'une décision prise du haut vers le bas, mais d'une construction intelligente, active et patiente, d'un réseau de réseaux.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

Un mode opératoire en réseaux pour cibler des priorités

Ceci conduit à la question clé qui interpelle l'action politique principalement au niveau de la méthode : comment décider ? Et comment traduire les décisions dans la pratique ? C'est une question posée à quiconque initie un réseau d'action politique.

Certaines priorités sont ressorties lors des travaux de groupes du colloque.

Les citoyens qui choisissent de travailler en réseau :

- **s'opposent à la corruption**, en agissant de manière responsable et intègre, sur le plan personnel, familial et professionnel ;
- **recherchent des opportunités de formation** continue pour mieux connaître les contextes, renforcer leurs motivations et acquérir des compétences ;
- **demandent des informations claires**, prenant en compte la multiplicité des langages (y compris les nouvelles technologies) pour traiter les problèmes complexes ; demandent la transparence dans les processus de prise de décision et la clarté des agendas politiques ;
- **cherchent à identifier le dessein spécifique** de la ville et, après l'avoir repéré, ils le prennent en compte. Ils le protègent, au moyen de stratégies de résilience s'ils rencontrent de l'hostilité ;
- **exigent des relations loyales** avec les institutions qui doivent mettre à la disposition des citoyens des éléments de pouvoir réel afin de mériter leur participation.

Les acteurs qui agissent **au sein des groupes** :

- parcourent la ville, en relèvent les **blesures** ; mettent en valeur toutes ses potentialités qu'ils portent à la connaissance de tous grâce à une information complète et honnête ;
- travaillent à faire émerger **l'esprit profond** de l'histoire de la ville (genius loci = « l'esprit du lieu », cf. la Rome antique) et le valorisent par des actions concrètes ;
- sont constamment en **dialogue avec les institutions**, en harmonisant les intérêts particuliers avec l'intérêt commun et le bien commun, sans demander de faveurs, soucieux que la participation trouve une place stable grâce à de nouveaux statuts, des accords communautaires, des consultations...
- adoptent, ensemble avec les personnes impliquées dans les institutions, certains **principes fondamentaux** : transparence et intégrité, partage et inclusion des tâches, responsabilisation et évaluation ;
- abordent avec compétence et vision globale – sur le territoire de leur ville – **les besoins urgents** de l'environnement, de la planification sociale et urbanistique, de la révolution numérique, de la crise de la représentation, afin de trouver des réponses applicables aussi à une grande échelle.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

Les villes qui choisissent de travailler en réseau :

- choisissent de **partager leurs énergies** pour « penser localement et agir globalement » par divers moyens, tels que les jumelages de villes, prémices de fragments de fraternité universelle ;
- se proposent surtout de développer la citoyenneté en s'appuyant sur **la création de plateformes** faciles à utiliser et accessibles à tous ;
- **coopèrent** en surmontant les intérêts particuliers et les préjugés qui sapent la confiance (élément indispensable pour la constitution d'un réseau), conscients que les difficultés rencontrées peuvent devenir des opportunités pour des stratégies plus audacieuses et plus larges et une collaboration créative ;
- visent à **partager des programmes** et des informations, des ressources humaines et matérielles, mais aussi des échecs et des expériences problématiques, afin de s'entraider et d'ouvrir de nouvelles perspectives et méthodes de collaboration ;
- souhaitent **être reconnues comme** des acteurs essentiels au sein des organisations et institutions internationales afin que la voix des peuples soit intégrée aux côtés des représentations gouvernementales.

Ces engagements en réseaux transforment le gouvernement des villes en un processus de co-gouvernance multidimensionnel en acquérant une qualité démocratique avec une capacité de décision ajustée aux besoins et aux attentes.

Pour une perspective d'unité de tous les peuples

Trois lignes directrices importantes éclairent le chemin qui s'ouvre devant les signataires de ce manifeste :

- Interpréter le sens de la politique en tant qu'expérience démocratique, participative et délibérative, qui appelle chacun à s'engager sans se prêter à l'obstruction conflictuelle ;
- Encourager les processus participatifs à tous les niveaux où le dialogue – élément structurant de la vie en société – trouve des formes, des langages et des outils de facilitation ;
- Dialoguer avec tous, en quête d'une culture inclusive et fraternelle, à la fois riche de la diversité des peuples et tissée de ces valeurs partagées qui rendent possible le cheminement vers l'unité de la famille humaine.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com